

CHRYSANTHÈMES POUR LA DÉMOCRATIE SOCIALE A BERCY

MORT DU «DIALOGUE SOCIAL» EN CENTRALE

Malgré l'absence de quorum, la présidente du Comité technique d'Administration Centrale (CT AC) a tenu la séance du 3 novembre.

Le secrétariat général méprise son propre règlement intérieur (RI). C'est inacceptable !

Les décisions prises avec la complicité de la CFDT, de l'UNSA et de la CFTC relèvent d'une véritable mascarade. Elles sont nulles et non avenues.

Les résultats des élections professionnelles de décembre 2014 sont bafoués. Les électeurs se sont donnés cinq élus FO, CGT, SUD qui représentent la moitié des sièges. Le CT AC n'aurait donc pas dû se tenir sans eux.

NOS SYNDICATS UTILISERONT TOUTES LES VOIES DE DROIT APPROPRIÉES CONTRE CE DÉNI



Objet du déni et du délit

Article 10 du RI du CT AC adopté lors du CT AC du 26 juin 2015

Le comité délibère valablement nonobstant l'absence de certains membres titulaires convoqués et non remplacés. Toutefois, si la moitié au moins des représentants du personnel ayant voix délibérative ne sont pas présents ou représentés à l'ouverture, la séance est levée. Une nouvelle convocation du comité sur le même ordre du jour est envoyée dans le délai de huit jours.

Le comité technique siège alors valablement quel que soit le nombre de représentants du personnel titulaires présents. Cette nouvelle réunion doit intervenir dans le délai maximal de quinze jours suivant celle au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint.

BERCY : TOUS DANS LA MÊME GALÈRE

Toujours plus d'austérité dans toutes les directions ministérielles

Lors du comité technique ministériel présidé par les Ministres SAPIN, MACRON et ECKERT du 13 octobre, M. SAPIN était fier d'annoncer que Bercy était désormais le premier contributeur en matière de suppressions d'emplois (2568 emplois supprimés)... illustrant ainsi son dédain des conditions dans lesquelles les agents exercent leurs missions. Quant à M. Macron, ancien fonctionnaire, il fait polémique dans les médias en souhaitant la remise en cause du statut de la fonction publique... Qui plus est, pour la 1^{ère} fois, nos ministres amputent le budget de l'Action sociale ministérielle, acquis des grèves de 1989 à Bercy et piochent dans les réserves de l'ALPAF. Jusqu'où iront-ils ainsi ?

Pas de « micro climat social » plus favorable en Centrale

S'inscrivant dans la continuité des positions adoptées par toutes les fédérations des Finances au comité ministériel, nos trois organisations **FO, CGT et SUD Centrale Solidaires ont refusé de siéger au comité technique d'administration centrale (CTAC) du 3 novembre et au CHS CT.**

En effet, il n'y a pas de « micro climat social » en centrale. **Le budget 2016 confirme la « saignée » des emplois** (moins 260 au total, dont 211 emplois répartis sur le périmètre du secrétariat général). **Il consacre la réduction intolérable des crédits de fonctionnement (-9,3%)** et annonce de nouvelles réorganisations de service à marche forcée. Cette situation déplorable va encore **aggraver les conditions de travail des personnels, toutes catégories confondues.**

La souffrance explose en centrale. Elle est alimentée de surcroît par la mise en place unilatérale, dès janvier 2016, du dispositif de **nouvelle « rémunération indemnitaire » : l'abscons RIFSEEP, pour les personnels administratifs,** premiers concernés par ce véritable laminoir qui touchera dans la foulée, en 2017, tous les agents. Faut-il rappeler encore que toutes les fédérations de fonctionnaires ont voté CONTRE ce dispositif. Cette position a été réaffirmée avec force par les fédérations des Finances, lors du CTM du 13 octobre. Malgré cette opposition unitaire, l'administration l'applique !

Faut-il s'étonner des mouvements engagés par les premiers sacrifiés du système, les agents de la filière sociale et ceux de la filière informatique -dont les GRIDs-, nombreux à

être plafonnés dans ce nouveau dispositif. Pour eux, il signifie à court terme une baisse de leur pouvoir d'achat.

Nous refusons d'entériner l'austérité appliquée à nos services

Ces éléments révèlent aussi une conception du « dialogue social » qui n'est pas la nôtre. Nous refusons de l'entériner. Les représentants élus du personnel ne sont pas là pour valider la dégradation incessante des conditions de vie et de travail.

C'est aussi avec fierté que nos représentants refusent de participer à des CAP dites de promotion, administratif et technique, quand il s'agit de désigner les victimes de l'austérité (retirer 2 agents du tableau d'avancement pour les adjoints administratifs) **où de proposer des promotions « en négatif »**, imposant aux intéressés promus de « cautionner » une perte substantielle de leur pouvoir d'achat (adjoints techniques). Qui peut croire qu'il n'y aurait pas de moyens pour accorder quelques points d'indice à des agents de catégorie C alors que dans le même temps on crée deux postes prestigieux dans le cadre de la réorganisation de la direction générale du Trésor !

Dans un tel contexte, les GRIDs et Conseillers techniques de service social se mobilisent durablement dans la mesure où aucune réponse concrète à leurs revendications n'est apportée.

Dans toutes les instances, nos élus feront tout pour que d'autres catégories du personnel se mobilisent à leur tour, dans l'unité la plus large possible, comme cela s'est passé lors du GT GRIDs du 2 octobre où les 6 syndicats représentatifs de Centrale ont soutenu leurs revendications !

FO, CGT et SUD en Centrale exigent

A l'issue de leur intervention unitaire, nos trois syndicats ont exigé d'une seule voix :

- ⌘ un moratoire sur les suppressions d'emplois et l'arrêt de la baisse des crédits de fonctionnement ;
- ⌘ un bilan exhaustif et contradictoire des réorganisations ;
- ⌘ l'abandon de toute fiche dite d'impact rédigée par les seuls réorganiseurs et la mise en place d'un véritable dispositif d'évaluation des conséquences pour les agents concernés par ces réorganisations ;
- ⌘ une meilleure articulation de toutes les instances de concertation CAP/CCP-CT-CHS CT ;
- ⌘ le maintien des promotions actées par la CAP des adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe en date du 4 juin 2015 ;
- ⌘ que toute promotion se traduise par une amélioration du pouvoir d'achat.

**N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et à témoigner de la réalité dans vos services.
Ensemble, dans l'unité, mobilisons-nous !**